



## APPUI À LA SOCIÉTÉ CIVILE AU BÉNIN



**SECTEUR** | Gouvernance

**DURÉE** | Octobre 2025 - octobre 2030 (60 mois)

**POPULATIONS CIBLES**

12 002 organisations de la société civile (OSC)

**POLITIQUES SECTORIELLES ET STRATÉGIES DE RÉFÉRENCE**

Plan national de développement 2018-2025

**BUDGET** | 10 950 000 EUR

- Union européenne : 6 450 000 EUR ;
- Coopération luxembourgeoise : 4 500 000 EUR.



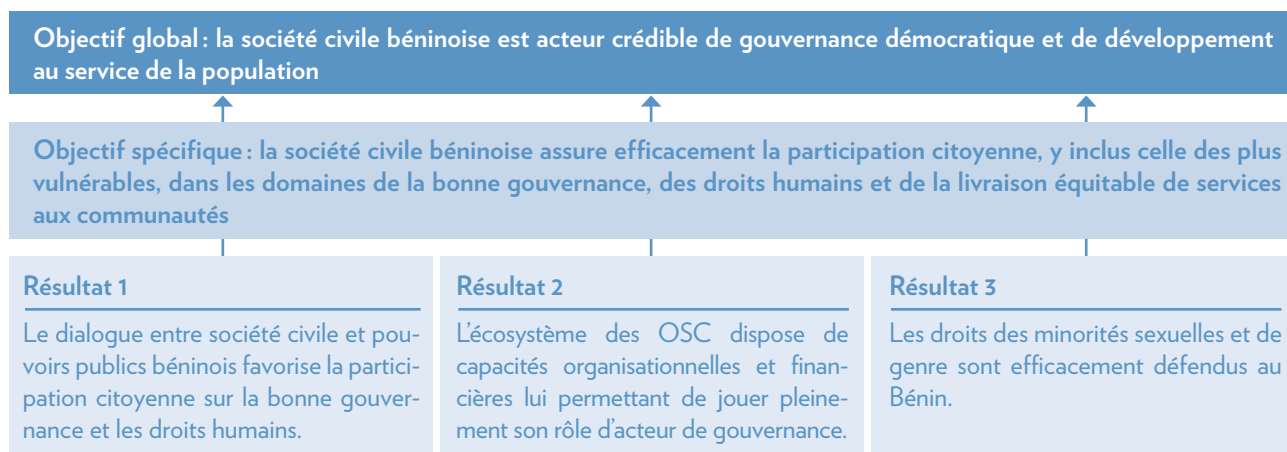
Le projet d'appui à la société civile au Bénin s'inscrit dans un contexte marqué par des réformes juridiques importantes. En effet, en novembre 2025, la majorité présidentielle a adopté une révision constitutionnelle majeure à l'Assemblée nationale, introduisant un Sénat et allongeant les mandats électifs. Au mois de juillet 2025, le Bénin a également adopté une nouvelle loi encadrant les associations et fondations, introduisant un registre national et exigeant plus de transparence.

Dans ce cadre de consolidation démocratique et malgré des défis de structuration, de marginalisation et de financement, la société civile continue de jouer un rôle essentiel pour la participation citoyenne, la redevabilité publique et la promotion des droits humains. Le Plan national de développement 2018-2025 a reconnu la contribution centrale d'une société civile forte et dynamique, agissant de manière complémentaire et interactive avec le secteur public pour promouvoir l'État de droit, les libertés démocratiques et une gouvernance de qualité.

Face à ces enjeux, le projet a pour objectif de faire de la société civile béninoise un acteur crédible de la gouvernance démocratique et du développement au service de la population. Plus spécifiquement, il vise à renforcer la société civile béninoise pour assurer efficacement la participation citoyenne, y inclus celle des plus vulnérables, dans les domaines de la bonne gouvernance, des droits humains et de la livraison équitable de services aux communautés.

D'une durée de 60 mois et avec un budget prévisionnel total de 10,95 millions EUR cofinancé par l'Union européenne et la Coopération luxembourgeoise, ce projet cible principalement les OSC faitières et les structures d'appui transversales avec des actions pilotes dans les départements du Borgou et de l'Atlantique, choisis pour leur représentativité, ainsi qu'à Cotonou. Ses bénéficiaires indirects incluent l'ensemble des 12 002 OSC actives au Bénin, les pouvoirs publics impliqués dans le dialogue et les communautés locales.

## LOGIQUE DE L'INTERVENTION ET CHAÎNE DE RÉSULTATS



La logique d'intervention repose sur trois piliers complémentaires. Le premier concerne l'institutionnalisation du dialogue entre la société civile et les pouvoirs publics. Il s'agit de créer et renforcer des mécanismes structurés et fonctionnels à différents niveaux, avec des représentants légitimes et redevables, capables de porter des préoccupations en plaidoyer. Lors de la première année du projet, une cartographie des mécanismes de dialogue est réalisée au niveau local et national pour identifier les lacunes et harmoniser les pratiques. Une feuille de route est élaborée avec les parties prenantes. Le projet soutient la mise en œuvre de la feuille de route et d'espaces de concertation transparents, tout en renforçant les capacités des OSC et faitières en plaidoyer et négociation.

Le deuxième pilier concerne le renforcement de la société civile et le financement de ses actions à travers la mise en place d'un dispositif de renforcement des capacités et d'un fonds commun multibailleurs pour le financement durable des OSC. Une première étape importante du projet est de soutenir les OSC pour se conformer à la nouvelle législation et d'élaborer des feuilles de route en concertation avec toutes les parties prenantes pour la mise en place du dispositif et du fonds.

Enfin, le troisième pilier vise la promotion et la protection des droits des minorités sexuelles et de genre, en appuyant, d'une part, les organisations qui y travaillent et, d'autre part, la structuration du Mouvement national LGBTQIA+ ainsi que ses actions de plaidoyer au niveau national et international. Cet appui se concrétise par la création ou le renforcement d'espaces de dialogue et par le financement d'initiatives dédiées à la sensibilisation et à la protection des personnes concernées.



LUXDEV

Bureau Bénin | Zongo Ehuzu | Rue 5090 villa n°160 | Cotonou - BÉNIN  
Email : office.benin@luxdev.lu



Cofinancé par  
l'Union européenne

